VENDREDI 17 DÉCEMBRE, à 20 h 30

SALLE LANCRY **10 RUE DE LANCRY**

PARIS 10e

Métro : République ou Bonsergent

MEETING

POUR CELEBRER LE 6e CONGRES ET LE 30e ANNIVERSAIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Avec la participation du P.S.U. *Projection de diapositives*

L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE
JEUDI 9 DÉCEMBRE 71 N° 126

A BAS L'EXPANSIONNISME INDIEN !

C'est le 21 novembre que les troupes indiennes ont envahi le Pakistan oriental : c'est un fait reconnu de tous. Car quel intérêt aurait le Pakistan d'engager une guerre contre un ennemi supérieur en nombre et en matériel ? D'ailleurs, les réactionnaires indiens ont cherché à se justifier en prétendant que l'armée pakistanaise représentait un danger pour l'Inde et cela, alors même que l'armée pakistanaise demeurait en territoire pakistanais ! Ou bien encore, les dirigeants indiens prétendent avoir voulu résoudre le « problème » des réfugiés.

Aujourd'hui, sous les mêmes prétextes, elle a intensifié sa guerre d'agression en portant également son attaque sur le Pakistan occidental, et elle a annexé purement et simplement le Pakistan oriental en y mettant sur pied un soi-disant gouvernement du Bangla Desh.

Ce n'est pas la première fois que les réactionnaires indiens trouvent de mauvais prétextes à leurs visées expansionnistes. En moins de 25 ans, l'Inde en est à sa cinquième guerre d'agression.

— En 1947, dès le départ des impérialistes britanniques, la poignée de capitalistes à qui ils ont transmis le pouvoir en Inde, envahissent le Cachemire et l'annexent.

— En 1948, ils renouvellent leur opération en annexant la principauté d'Hyderabade : pour franchir la frontière, ils prennent prétexte (déjà !) de troubles intérieurs.

— Dès 1959, et particulièrement en 1962, les dirigeants indiens, soutenus par Khroutchev, s'imaginent pouvoir annexer une portion du territoire chinois, le Tibet. Cette fois, ils prétextent le prétendu problème des réfugiés tibétains, en réalité des féodaux jaloux de leurs privilèges balayés par la transformation socialiste du Tibet. L'armée indienne ayant occupé 92 000 km2 en territoire chinois, l'armée rouge chinoise la repoussa et la ridiculisa. N'abusant pas de la débandade indienne, le gouvernement chinois, épris de paix, arrêta unilatéralement les hostilités et retira ses troupes, de lui-même, à 20 km à l'intérieur de ses propres frontières !

— En août 1965, les troupes indiennes franchissent la ligne de cessez-le-feu au Cachemire et se heurtent à l'armée pakistanaise.

Aujourd'hui, les dirigeants réactionnaires de l'Inde utilisent sans pudeur les souffrances des Bengalis, souffrances auxquelles ils ont largement contribué, pour justifier leur agression. La presse réactionnaire et en particulier la presse révisionniste, inféodée aux socio-impérialistes de Moscou, prétend que là est l'origine du conflit : rien n'est plus faux !

En réalité, l'Inde a monté de toutes pièces avec l'appui de Washington et Moscou un prétendu mouvement pour l'indépendance du Bengale, du Bengale pakistanais bien entendu, puisque le reste du Bengale est indien. La preuve en est que les dirigeants du mouvement soi-disant pour le « Bengale libre » se sont précipités à New Delhi, la capitale indienne.

C'est ainsi qu'une fois de plus, l'Histoire nous rappelle que nul mouvement national ne peut être approuvé les yeux fermés, indépendamment des conditions historiques. N'est-ce pas, déjà, en s'appuyant sur des aspirations nationales réelles, exploitées et canalisées par les agents nazis au sein de la communauté allemande des Sudètes, en Tchécoslovaquie, que Hitler organisa l'invasion de ce pays ? Or, les Sudètes étaient territoire tchèque, et il n'appartenait pas à l'Allemagne de régler les problèmes intérieurs à la Tchécoslovaquie.

De cela, Hitler se moquait éperdument...

Eh bien, les réactionnaires indiens ont le même comportement ! Et qui plus est, leurs prétentions sont encore plus grotesques dans la mesure où l'Inde elle-même est une mosaïque de nationalités, et que l'on voit mal pourquoi l'Inde revendiquerait le Bengale pakistanais, et non pas le Pakistan le Bengale indien. La vérité, c'est que les contours curieux de l'Inde et du Pakistan sont des vestiges du colonialisme britannique, des bombes à retardement posées pour tenter de diviser les peuples.

Quoiqu'il en soit, face aux prétextes invoqués par les réactionnaires indiens et leurs commanditaires de Moscou, face au soi-disant mouvement du Bangla Desh suscité par la réaction indienne, la position de tous les révolutionnaires et au premier chef du gouvernement de la République Populaire de Chine est claire : *les affaires intérieures au Pakistan doivent être résolues par les Pakistanais eux-mêmes et non par un ou plusieurs Etats étrangers.* Autrement dit, *les troupes indiennes doivent se retirer des territoires pakistanais qu'elles occupent, les troupes pakistanaises des territoires indiens qu'elles ont occupés pour contre-attaquer, et un cessez-le-feu doit être conclu :* c'est le sens de la résolution chinoise présentée à l'O.N.U.

Mais la cause du conflit est très profonde ; c'est qu'en réalité, outre l'expansionnisme des dirigeants indiens, outre leur volonté de détourner l'opinion publique indienne des problèmes insurmontables dans lesquels ils sont englués, l'agression indienne entre dans une stratégie beaucoup plus vaste : et ce sont les encouragements sans voile, prodigués par la clique Brejnev aux bellicistes indiens, qui nous en donnent la mesure.

En effet, voilà un bon bout de temps que la clique Brejnev a essayé de mettre en place un système de « sécurité collective » en Asie, système destiné à éteindre les flammes gigantesques de la lutte révolutionnaire des peuples dans cette région du monde et à encercler la Chine Populaire. L'Inde seule accepta de s'y rallier.

Cet été, après l'annonce de la visite de Nixon en Chine, les dirigeants révisionnistes de Moscou ont signé un traité d'alliance militaire avec l'Inde. C'était une incitation à l'agression contre le Pakistan.

Et l'actuelle position de la clique Brejnev au Conseil de sécurité confirme que les dirigeants de Moscou veulent la guerre dans le sous-continent indien et espèrent qu'elle s'étendra à la Chine ! *Ils ont purement et simplement refusé la proposition chinoise de cessez-le-feu !* et ceci en prétendant qu'il y va de la liberté des Bengalis. Vraiment, quel cynisme monstrueux !

Quand on sait qu'au Cambodge les révisionnistes ne reconnaissent que la clique fantoche de Lon Nol mise en place par les Américains. Quand on sait comment ils ont violé sans vergogne l'indépendance nationale du peuple tchécoslovaque. Quand on sait comment ils ont voulu brader les intérêts du peuple palestinien, notamment dans la résolution du 22 novembre à l'O.N.U. Et la liste pourrait être encore longue qui montre que la liberté des peuples est le dernier de leurs soucis.

Quant aux impérialistes américains, leur position ne prête pas à équivoque. Jusqu'à la veille de l'invasion du Pakistan, ils livraient des armes à l'Inde. Si aujourd'hui ils soutiennent le cessez-le-feu, c'est qu'ils ne tiennent pas, submergés qu'ils sont en Indochine par la guerre populaire, à ouvrir un nouveau front sur lequel leurs complices et rivaux de Moscou ont beaucoup d' « atouts ».

Enfin, sur les diverses manifestations qui entourent l'agression indienne, dans le monde, il y aurait beaucoup à dire. A propos des prises de positions de certains Etats, comme la France qui observe une « neutralité » partiale (en faveur de l'Inde) ou encore à propos des prises de positions unanimes de tous les journaux bourgeois du « Figaro » à l'Humablanche, ou bien encore à propos de faits divers montés comme des opérations de propagande, telle cette histoire de piraterie aérienne à Orly la semaine dernière où s'est illustré un ancien membre de l'O.A.S., ancien mercenaire au Biafra et ailleurs, soi-disant épris de la « cause bengali », et ardemment défendu par l'aventurier Malraux.

Mais quelle que soit la puissance de la propagande mystificatrice des réactionnaires et notamment des révisionnistes à propos de l'agression indienne contre le Pakistan, partout dans le monde les peuples ne manqueront pas de condamner les fauteurs de guerre. Et le peuple indien, épris de paix, ne sera pas le dernier ! Soyons-en sûr, les dirigeants réactionnaires de l'Inde et leurs inspirateurs de Washington et Moscou, qui ont méprisé l'indépendance nationale du Pakistan, ne tarderont pas « à s'en mordre les doigts ».

A BAS LA COLLUSION SOVIETO-INDIENNE !

A BAS LES EXPANSIONNISTES INDIENS !

LE PEUPLE PAKISTANAIS CONSERVERA SON INTEGRITE TERRITORIALE ET SON INDEPENDANCE NATIONALE !

6-12-71

La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

(Suite de la souscription du n° 125)

Un soldat pour que H.R. vive	100
Georges	340
Un camarade	10
P.E.	150
Souscription Hebdo V.F.	5,85
Barbusse	54
Deux camarades	6
Personnel Fac	257
Un simpathisant	50
Pour que H.R. améliore encore son contenu	50
Un sympathisant	40
Disciple de Lumumba	90
A bas le Révisionnisme	5
Un travailleur, H.R. vaincra	1
Un étudiant, H.R. vaincra	8
Un artisan	5
Un travailleur immigré	1
M.D. lectrice	30
Un cheminot	1
Des souscripteurs ouvriers pour notre presse marxiste-léniniste	200
Un retraité arménien	2
Un ouvrier marxiste-léniniste	200
Carton	100
Un lecteur	8,60
Un ouvrier profes.	100
Cercle H.R.	200
Un ouvrier du bâtiment	50
Des étudiants	20
Pour que H.R. surmonte toutes les difficultés et remporte la victoire	100
Le combat continue. H.R. vaincra	60
Pour la poursuite du juste combat politique et idéologique de H.R.	5
H.R.	10
Pour que vive H.R. - Un ouvrier	50
Un vieux communiste du midi	30
Soutien à H.R. - S.	10
N.V.T. - Soutien à H.R.	100
En souvenir de François Marty	10
Une sympathisante pour que H.R. vive	50
Anonyme	10
Pour la poursuite du combat politique et idéologique de l'H.R.	62,34
Un Rouennais	20
A l'occasion d'un mariage	240
Des camarades marxistes-léninistes	320
Des camarades marxistes-léninistes - H.R. vaincra	1 000
A l'occasion d'un mariage	300
Barbusse	211
Une mère de famille	3
B.A.	10
D.R.	10
Anonyme	10
Un étudiant	2
M.L.	10
Mehmet Shéhu	120
H.R. restera hebdo, les Communistes marxistes-léninistes	1 000
Un sympathisant marxiste-léniniste	50
Total de la semaine	18 168,79
Total général (déjà utilisé pour le règlement des dettes de « l'Humanité Rouge »)	133 753,99

(La souscription de cette semaine est reportée dans le prochain numéro.)

Camarades, amis et sympathisants

Oui, la bataille de « L'Humanité Rouge », c'est à nous de la gagner ! La souscription a atteint un chiffre jamais obtenu à ce jour : 18 000 francs en une semaine. Alors que la souscription la plus forte avait été de 12 000 francs pour quinze jours, l'année dernière, à une époque déjà critique pour notre presse marxiste-léniniste. Cette semaine, l'effort s'est encore affirmé, puisque nous obtenons le chiffre de 6 635 francs, dépassant largement la moyenne des semaines précédentes. C'est la manifestation concrète d'un niveau politique et idéologique plus élevé chez nos camarades, amis et sympathisants. C'est la preuve flagrante que tous nos souscripteurs ont compris la place irremplaçable que prend notre « Humanité Rouge » comme arme essentielle dans la lutte de classe en France. C'est une gifle cinglante à la bourgeoisie monopoliste et au révisionnisme moderne qui veulent nous briser les reins, connaissant notre ferme détermination à les abattre.

Parmi les sommes collectées, il nous faut relever la souscription exemplaire d'un couple de vieux retraités qui nous a adressé les trois quarts de ses économies pour que H.R. vive. C'est là une preuve d'une idéologie prolétarienne élevée, qui se met avec la plus grande partie de ses moyens au service du peuple. Nous avons également reçu un courrier important d'ouvriers, de petits paysans, d'artisans et d'intellectuels, nous apportant leur soutien rédactionnel et leurs encouragements pour continuer la bataille politique engagée.

Mais avons-nous pour autant gagné la bataille de l'H.R. ? Nous disons non ! La bataille de « L'Humanité Rouge » est une bataille qui se gagne jour après jour, semaine après semaine, mois après mois. C'est à nous tous de nous organiser pour que la tâche de correspondant régulier soit prise fermement en main, ainsi que la tâche du soutien financier permanent à notre presse ; il ne faut pas que dans 15 jours ou 3 semaines nous retombions à ne pas avoir assez de correspondance ouvrière, et à ce que la souscription retombe à des chiffres de 1 500 ou 2 000 F par semaine. C'est donc seulement au prix d'efforts continuels en s'appuyant plus fermement sur les masses que nous gagnerons la bataille de « l'Humanité Rouge ». Cette bataille sera dure, longue, pleine d'embûches,, mais notre idéologie prolétarienne de servir le peuple nous fera surmonter tous les obstacles. Engageons-nous toujours plus fermement dans la bataille de l'H.R. et tous ensemble nous vaincrons !

Lettre d'un lecteur

Aujourd'hui « l'Humanité Rouge » connait des difficultés financières, en fin de compte normales, l'augmentation du coût de la vie a une répercussion sur l'effort matériel des camarades, nos ennemis intérieurs et extérieurs sont plus que jamais décidés à nous casser les reins, ce qui prouve que notre combat est juste ; leurs efforts seront vains, nous briserons tous leurs complots.

Pour cela, Camarades, pour augmenter la diffusion, faire mieux connaitre « l'Humanité Rouge », payer régulièrement, etc., il faut avant tout **améliorer notre moralité révolutionnaire,** avoir en tête l'attitude que recommande le grand Ho Chi Minh :

« Le travail révolutionnaire comporte mille aspects difficiles et complexes. Pour peser le pour et le contre dans toutes situations, saisir toutes les contradictions existantes et résoudre correctement tous les problèmes, nous devons nous efforcer d'étudier le marxisme-léninisme.

De cette façon nous pouvons affermir notre moralité révolutionnaire, maintenir ferme notre plate-forme, élever notre niveau théorique et politique, et mener à bien le travail confié par le Parti. »

Armés du marxisme-léninisme, de la pensée-maotsétoung, nous sommes sûrs de vaincre, nous vaincrons !

« L'Humanité Rouge » vivra et deviendra journalière !

Correspondant

Réception à l'Ambassade de la République Populaire d'Albanie

Le lundi 29 novembre 1971 avait lieu à Paris à l'Ambassade de la République Populaire d'Albanie, une réception officielle à l'occasion du 27e anniversaire de la proclamation de la République Populaire d'Albanie. « L'Humanité Rouge » y était présente et un message de félicitation fut remis à cette occasion à l'Ambassadeur de la République Populaire d'Albanie en France, par un membre de notre Comité de Rédaction.

RECTIFICATIF :

A la fin de l'éditorial de « l'Humanité Rouge », n° 125, une ligne a sauté correspondant au rappel (1). Celle-ci disait : « voir l'éditorial de Luc DACIER de "l'Humanité-Rouge", n° 123 ».

Dans ce même numéro à la une, sous la photo nous apportons cette précision : « Le camarade Mao Tsé toung, grand dirigeant du peuple chinois et Président du Comité Central du Parti Communiste chinois, a eu le 22 novembre 1971 à Pékin une entrevue avec le camarade Pham Van Dong membre du Bureau Politique du Comité Central du Parti du Travail du Viet-Nam et premier ministre du gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam. »

D'autre part à la page 8 dans l'article « Taïwan est une province Chinoise », tout au début du dernier paragraphe, il fallait lire « l'expulsion » et non « l'explosion ».

LE COLONIALISME FRANÇAIS EXILE DES PATRIOTES

Après un professeur guadeloupéen, Yves Leborgne, qui a entrepris une grève de la faim pour protester contre le refus qui lui est opposé par le Ministère de l'Education Nationale d'exercer son métier dans son pays depuis dix ans, un professeur réunionnais, Boris de Gamaleya a entrepris à son tour une action identique au CES Gambetta de Noisy-le-Sec.

En 1961, après des congés passés en France, il se vit interdire le droit de retourner à la Réunion en vertu de l'ordonnance du 15 octobre 1960. Celle-ci dûe à l'initiative de Debré, permet aux préfets des soi-disant Départements d'Outre-Mer d'exiler **« tout fonctionnaire dont le comportement est susceptible de troubler l'ordre public ».** Des dizaines de Réunionnais et Antillais ont été ainsi éloignés de leur patrie. Le colonialisme français n'hésite pas ainsi à violer le préambule de la Constitution et refuse à des patriotes le droit de vivre dans leur pays.

Nous leur adressons notre soutien et affirmons que nous ne cesserons de combattre aux côtés de leurs peuples jusqu'à leur indépendance totale.

GUYANE : LE COLONIALISME FRANÇAIS SERA BALAYE !

Cayenne vient de vivre 48 heures d'émeutes. Depuis le début du mois de novembre, les ouvriers guyanais du bâtiment et des usines de boissons gazeuses sont en grève pour exiger une augmentation substantielle des salaires de misère qui leur sont imposés. Leur lutte a servi de détonateur à la révolte de tous les Guyanais que le colonialisme français exploite impitoyablement. Le 22 novembre, d'imposantes manifestations se sont déroulées à Cayenne, qui affrontèrent durement les gendarmes envoyés pour les mater. Dans la soirée, la police investissait le siège de l'Union des Travailleurs Guyanais (U.T.G.), arrêtant plusieurs responsables syndicaux. Durant toute la nuit les travailleurs guyanais ont manifesté, édifié des barricades et combattu violemment les forces de répression qui ont compté de nombreux blessés dans leurs rangs. Quatre responsables syndicaux ont été inculpés pour avoir osé se dresser contre le régime de misère et de terreur que, en Guyane, comme dans tous les autres prétendus « Départements d'outre-mer », le colonialisme français fait régner.

Le combat des travailleurs guyanais est celui de la classe ouvrière de France tout entière qui se tient fermement à leurs côtés.

Soutenons et popularisons la juste lutte des travailleurs guyanais !

A bas le colonialisme français !

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	10 F	20 F	40 F
6 mois	20 F	40 F	80 F
1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger : 3 mois	40 F	65 F	
6 mois	75 F	125 F	
1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsétoung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris .....F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste
— chèque bancaire
— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....
.....
Date : .....
Signature .....

LA PEUR DES MASSES

Alors que les parlementaires bourgeois écoutaient la voix des monopoles sur le projet de pseudo-réforme de la retraite, des dizaines de milliers de travailleurs manifestaient dans les grandes villes industrielles aux cris de « LA RETRAITE A 60 ANS », des centaines de milliers de travailleurs débrayaient également dans les usines, les chantiers, les bureaux pour leur juste revendication de la RETRAITE A 60 ANS POUR LES HOMMES, A 55 ANS POUR LES FEMMES.

Si l'ampleur des manifestations n'a pas atteint un niveau plus élevé, cela est dû à la ligne de collaboration de classe, à la ligne démobilisatrice des dirigeants de la C.G.T. qui ont substitué au juste mot d'ordre de la Retraite à 60 ans, un mot d'ordre opportuniste : « Abaissement de l'âge de la retraite ». Sur le petit écran, le 2 décembre, Boulin s'y est référé en déclarant : « La retraite à 60 ans, telle était la demande de la C.G.T. à l'origine, après elle a fait marche arrière, parce qu'elle s'est dit au fond je suis allée trop loin ».

C'est au moment où retentissaient les cris de la « RETRAITE A 60 ANS » que Boulin, ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale, effrayé, s'est écrié : « Le pouvoir n'est pas dans la rue mais au Parlement où siègent les élus de la nation ».

Nous avons déjà entendu ces paroles en 1968.

Ainsi la bourgeoisie monopoliste prend peur des masses lorsque celles-ci s'expriment avec force, sur des positions de classe.

A cette assemblée bourgeoise Boulin, parlant du minimum vieillesse qui va atteindre 10 francs par jour, s'est écrié : « N'oublions pas qu'un franc de plus par jour coûte 300 millions au budget de l'Etat ». Mais combien coûte donc à chaque travailleur le budget 1972 du ministère de la Défense nationale qui s'élève à 31 milliards 275 millions de francs ?

Combien coûte donc à chaque travailleur le budget 1972 du ministère de l'Intérieur qui s'élève à 5 milliards 213 millions et dont les deux tiers sont attribués aux forces de répression de M. Marcellin, soit 3 milliards 33 millions de francs ?

Là, pas de problème pour oppresser la classe ouvrière et maintenir la dictature bourgeoise.

Mais lorsqu'il s'agit des revendications de la classe ouvrière elles sont « démagogiques », selon M. Boulin. Dans l'émission télévisée du 2 décembre, il va jusqu'à insulter la classe ouvrière en déclarant : « la retraite à 60 ans, une revendication simpliste ».

L'unanimité du vote sur cette pseudo-réforme acquise avec « ces petits chiens d'appartement » que sont les parlementaires de la social-démocratie, selon l'expression de Lénine, et avec aujourd'hui les parlementaires du révisionnisme moderne, ne sauvera pas le capitalisme pourrissant.

C'est en intensifiant son combat classe contre classe pour ses revendications immédiates : PAS DE SALAIRE INFERIEUR A 1 200 F ; LES 40 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRE, TOUT DE SUITE ; LA RETRAITE A 60 ANS POUR LES HOMMES, A 55 ANS POUR LES FEMMES ; A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL, pour les jeunes, les femmes, les immigrés ; NON aux licenciements ; NON au chômage ; que la classe ouvrière démasquera les commis ouvriers de la classe des capitalistes infiltrés dans le mouvement ouvrier et préparera la REVOLUTION PROLETARIENNE.

Luc DACIER.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

ENTREPRISE JOUAN-QUENTIN (Saint-Nazaire).

Les ouvriers de l'usine qui fabrique du matériel médical et de mesure ont voté la grève avec occupation pour protester contre l'annonce de 120 licenciements. Ils ne se laissent pas intimider par les menaces de lock-out de la direction et poursuivent leur mouvement.

BAR-LE-DUC (Lorraine)

4 000 personnes ont manifesté devant le siège de la Société Générale Hydraulique et Mécanique qui annonce le licenciement des 550 ouvriers pour 1972. Mineurs de fer, verriers, cheminots de la Meuse se sont retrouvés au coude à coude pour crier leur mots d'ordre :

« Pas de licenciement sans reclassement ! »

VIANDE-EST (Boulogne)

La grève dure depuis le 25 novembre pour exiger la réintégration d'un salarié abusivement licencié. La direction en a profité pour licencier tous les grévistes, mais en vain : l'action continue !

SOCIETE COSMOS (Paris)

Les 40 ouvriers et employés sont en grève pour s'opposer à la fermeture annoncée de l'entreprise.

OUEST-FRANCE (Rennes)

Grève solidaire de 24 h des ouvriers typographes, employés et journalistes pour exiger l'embauche à titre permanent de travailleurs auxiliaires et temporaires dont la direction voudrait bien se débarrasser. Dans l'unité tout le personnel a riposté : le journal n'est pas sorti.

FORGES STEPHANOISES (Saint-Chamand)

Grève du boni depuis la mi-octobre pour refuser la mise en application des nouvelles cadences mises au point par un bureau d'études spécialisées. La direction réplique en abaissant la durée du travail de 46 à 40 h. Mais l'action continue et la solidarité s'organise dans la région.

TRANSPORTS

24 h de grève à Grenoble, Montluçon, Lille, Roubaix, Tourcoing, pour exiger une augmentation générale des salaires.

« LA PARISIENNE » (Longjumeau)

Après 4 jours de grève les travailleurs ont obtenus une augmentation de salaires uniforme pour tous de 35 F.

CERISAY (Deux-Sèvres)

Suite à un mouvement de grève victorieux des 200 ouvrières de l'usine de confection, la direction, avec l'appui de la maîtrise regroupée dans un syndicat CFTC, a décidé le lock-out. Les ouvrières réunies en meeeting à la mairie s'en sont fait expulser par la municipalité. Une manifestation d'un millier de travailleurs a répliqué à ces agissements. La lutte se poursuit appuyée par une intense campagne de solidarité chez les travailleurs de la région.

S.G.S. « FAIRCHILD » (Rennes)

Les ouvriers ont répondu à l'annonce de 102 licenciements par une manifestation devant la préfecture de Nantes.

BABCOCK-ATLANTIQUE

Les travailleurs de l'entreprise exigent l'alignement de leurs conditions de salaires sur celles des chantiers de l'Atlantique et notamment le 13e mois.

Devant l'intransigeance de la direction les ouvriers en grève décident de manifester à l'intérieur des ateliers, bureaux d'études et des locaux de la direction. M. de Calan, P.D.G. de Babcock en prend prétexte pour prononcer immédiatement le lock-out des 2 000 ouvriers de l'entreprise. (Le dit M. de Calan, notons-le au passage, fait partie du gratin des « patrons chrétiens » ; tout récemment encore il participait pieusement à un solennel débat intitulé « Vivre la charité dans les conflits » !!!)

Bref, parce que les ouvriers de l'usine avaient découvert et hué la cave à champagne de son directeur, M. de Calan a estimé qu'il lui était désormais « impossible d'assurer la sécurité des personnes et le fonctionnement normal de l'entreprise... »

La réplique des ouvriers lock-outés a été immédiate. Le 30 novembre ils ont manifesté jusqu'à l'atelier mécanique des chantiers de l'Atlantique. Là, contre l'avis des syndicats CGT et CFDT qui leur proposaient d'aller distribuer des tracts dans les boîtes aux lettres. Ils ont décidé à l'unanimité (moins 4 voix !) de continuer la manifestation jusqu'à la Navale des chantiers. Passant outre à la décision des travailleurs les syndicats ont brutalement interrompu le meeting, se démasquant un peu plus encore aux yeux des ouvriers.

Mais la détermination des Travailleurs demeure inébranlable. Leur combat continue.

RETRAITES : A PROPOS D'UNE " MANIF "

NON LA LUTTE DE CLASSES N'EST PAS UNE JOLIE PROMENADE !

« Ah ! c'était vraiment une belle manif », soupire hypocritement *l'Humanité blanche* du 2. Pensez si Pompidou a été terrorisé en entendant qu'on lui promettait de lui botter les fesses ou Boulin en s'entendant réclamer du boudin sur l'air des lampions !

Eh bien non, Séguy, Jouhaux et Maire le curé, vos manifs, ce n'est pas avec la joie des grandes luttes au coude à coude qu'on les termine ! Moi, c'était avec une sacrée rage au cœur et, parmi les copains qui étaient avec moi, pas un qui n'avait pas un petit goût âcre au fond de la gorge : « A quoi ça sert ? Une fois de plus on se fait avoir ! »

Les 4 millions de travailleurs de la Région parisienne : on ne serait vraiment capable que de ça et de petits débrayages inoffensifs pour des revendications qui nous tiennent tous à cœur !

Non, répond déjà la grande masse de la classe ouvrière : c'est sérieusement, efficacement, qu'il faut se battre ; on ne veut pas jouer à la lutte de classe pour faire fonctionner le cirque de ces pantins de la bourgeoisie que sont Séguy et, derrière lui, Marchais Kollabo, ou Maire le curé ! Combien, qui ont débrayé, ont justement refusé d'aller apporter leur appui à cette balade ? 60 000, 70 000, ça peut paraître beaucoup. Mais, au fond, derrière chaque banderole de grosse boîte, il n'y avait qu'un petit carré !

Non ! *On veut s'unir à la base, au-delà des barrières que des valets de la bourgeoisie ont dressées entre nous en créant trente-six organisations syndicales, et non pas jouer aux clowns !*

Messieurs les Révisionnistes, pendant que vous discutez cet infâme projet Boulin, nous, c'est ça qu'on tourne dans notre tête... et ça mûrit !

Correspondant *H.R.*

LETTRE D'UNE EMPLOYÉE DES P.T.T.

Je suis employée des P.T.T. dans un centre de la région parisienne. Et je suis excédée par les conditions de travail.

Le chef de centre gagne au moins 300 000 A.F. par mois. (Plus ils sont gradés, plus ils gagnent, moins ils se foulent, c'est bien connu). Son « travail », c'est surtout de surveiller les employés et de les tracasser. On se fait critiquer parce qu'on arrive dix minutes en retard, mais lui est parfois absent des après-midi entières.

L'autre jour, je remplissais un papier administratif, à la suite d'un petit accident de travail. L'autre me dit que « ce n'est pas le moment de faire mon courrier ».

J'ai le même appétit que lui. J'ai autant de besoins ; mais moi je gagne à peine plus de 90 000 A.F. par mois.

A chaque augmentation au pourcentage, lui gagne de plus en plus. Moi, mon augmentation est ridicule. Le fossé se creuse davantage.

Je suis pour une augmentation fixe pour tout le monde et contre la hiérarchie des salaires.

Et surtout qu'on en finisse avec ces emmerdeurs inutiles !

Une employée des P.T.T.

C.I.T. (Vélizy) :

REAGIR DANS L'UNITE

Depuis que la C.I.T. s'est installée à Vélizy, la direction essaie d'améliorer sa politique d'exploitation maximum des travailleurs.

Il y a tout d'abord l'installation accélérée : on installe les machines le plus vite possible ; pour les mesures de sécurité, on verra plus tard ! Ce qui veut dire entre autre :

— Les tiges filetées soutenant le chemin de câble sont mal fixées, avec un seul écrou pour aller plus vite. Le résultat, c'est l'accident d'il y a trois semaines, qui aurait pu avoir *les plus graves conséquences.*

— L'atelier de production des circuits imprimés a dû fonctionner SANS CHAUFFAGE pendant plus d'un mois. Et ça n'empêchait pas qu'il fallait produire !

— Le système définitif d'évacuation des vapeurs d'étain de la machine de soudure à la vague vient seulement d'être installé. Et il est loin d'être parfait !

Nos conditions de travail, la direction s'en fout royalement. Ce qui compte, c'est que nous produisions toujours plus et plus vite.

C'est à cause de cela que nous sommes l'objet d'une *surveillance* sans cesse accrue. C'est à cause de cela que la direction vient de décider que *les temps étaient trop larges et qu'il fallait les resserrer*, alors que, pour la plupart, nous n'arrivons déjà pas à les tenir.

Face à tout cela, quelle est notre situation ?

Les nouvelles, bien « dressées » dès leur arrivée, se trouvent isolées et se sentent obligées de faire la vitesse le plus rapidement possible. Car une fois dans l'atelier, les monitrices ne les lâchent pas d'une semelle. La direction veut raccourcir les temps, mais elle ne le fera pas du jour au lendemain : elle fera passer la pilule en douceur, en comptant sur *l'isolement* et l'ignorance des nouvelles, qui n'ont aucune idée des temps pratiqués jusqu'alors dans l'usine. La direction se fait aider dans cette manœuvre par certaines monitrices qui semblent s'être spécialisées dans cette sale besogne.

Or les nouvelles arrivent par dizaines dans l'atelier depuis quelques temps.

Il ne faut pas que les anciennes se braquent contre les nouvelles, ni qu'elles regrettent Keller, car à Keller nous étions aussi exploitées qu'à Vélizy, mais cela se voyait un peu moins.

Nous monter les unes contre les autres, ce serait faire trop plaisir à la direction, car la direction mène une politique de *division des travailleurs.*

Il faut que nous nous rendions compte de cette manœuvre et que nous réagissions *dans l'unité*. Isolées, nous ne pouvons rien !

Toutes unies, nous pouvons lutter contre le boni, nous pouvons lutter pour imposer de meilleures conditions de travail !

Que les nouvelles prennent conseil auprès des anciennes !

Que les anciennes ne laissent pas les nouvelles isolées !

Notre solidarité sera notre force !

A BAS LE BONI !

A BAS L'USINE-BAGNE !

A BAS LE CAPITALISME !

Correspondant.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

DIJON :

Ni bidonville, ni foyer - prison : des logements décents !

Il existe à Dijon, comme dans bien d'autres villes, un bidonville où s'entassent des travailleurs nord-africains. En octobre, la mairie déclare qu'elle veut raser le bidonville le 18 novembre et promet de reloger les travailleurs. Qu'en est-il en fait ? Dans une vieille brasserie « réaménagée », elle prévoit un relogement de 110 personnes, alors qu'il y a 400 habitants au bidonville. Et le loyer n'est pas une mauvaise affaire pour la municipalité : les habitants s'entassent à 10 par chambre et paieront 60 francs par mois. Une chambre rapportera ainsi 600 francs par mois à la municipalité, soit plus qu'un appartement H.L.M. de 5 pièces.

Il y a aussi le fait que la mairie envisage de faire construire à l'emplacement du bidonville (et certainement pas pour ces travailleurs) et qu'un bidonville fait baisser le prix des terrains dans le coin. Devant cela, les communistes marxistes-léninistes ont impulsé une campagne en leur nom et en essayant de créer un regroupement plus large pour informer les travailleurs dijonnais et pour exiger : relogement pour tous, pas de travailleur mis à la rue. Les habitants du bidonville ont envoyé une lettre défendant ces revendications au maire. Finalement la municipalité a renoncé à son projet de mettre des travailleurs à la rue le 18 novembre et s'est engagée, par voie de presse, à ne pas raser le bidonville sans pouvoir reloger tous ses habitants. Nous pensons qu'il y a deux raisons à cela :

— D'une part, la bourgeoisie, les patrons, ont trop besoin des travailleurs. C'est de leur travail qu'ils tirent toutes les richesses. Ils n'ont pas intérêt à obliger 200 ouvriers à quitter la ville en les privant de leur abri sans les reloger..

— D'autre part, la mairie sait qu'elle ne peut plus faire ses mauvais coups contre les travailleurs immigrés en cachette. Elle sait que, si elle met des travailleurs à la rue, cela montrera encore plus combien les communistes marxistes-léninistes ont raison, combien les « autorités » ne sont que des serviteurs des patrons, se foutant complètement de la misère des ouvriers. Cependant, le problème est loin d'être réglé. En effet, rien ne garantit que la municipalité ne mettra absolument aucun travailleur à la rue. D'autre part, les journaux dijonnais, vendus aux patrons, et les organisations réformistes (C.F.D.T. et autres ramassis du même genre) s'enthousiasment pour les foyers (lequel de ces individus accepterait de vivre en foyer ?). Mais quand on connait le fonctionnement de certains foyers, on est loin de partager leur enthousiasme. Dans un foyer, le concierge (ancien membre de l'armée française) exigeait des pourboires pour changer les draps. Quand les locataires partent en vacances, ils ont intérêt à envoyer des colis au concierge s'ils veulent retrouver leur place. Les nouveaux doivent aussi verser de l'argent pour avoir une chambre. Une autre spécialité de ce sinistre individu est l'organisation de « fête » pour lesquelles les locataires doivent cotiser sous peine de renvoi. Il tire évidemment de bons bénéfices de ces fêtes (exemple : environ 200 000 anciens francs ramassés pour l'achat de deux moutons, un mouton coûtant entre 20 000 et 25 000 anciens francs). Il exige aussi d'être appelé « patron ». Cette ordure peut voler les immigrés en toute tranquillité parce qu'il sait que, privés de toutes libertés, ils ne peuvent l'attaquer devant la justice bourgeoise sans eux-mêmes risquer l'expulsion. Dans un autre foyer, on voit affiché dans toutes les chambres le règlement qui dit, entre autres, que « toute distribution de tracts, vente de journaux, mouvement de masse sont interdits ». Dans un troisième foyer, un locataire s'est fait virer pour avoir laissé venir se réchauffer un copain cinq minutes en partant au boulot, alors que les visites sont interdites. On a vu aussi un gardien traiter un Algérien de « sale bougnoule » alors qu'il venait simplement demander s'il y avait une place.

Il est bien évident, qu'aujourd'hui, nombre de travailleurs acceptent d'aller en foyer pour échapper à la misère des bidonvilles où ils risquent leur santé et même leur vie (risques d'incendie et d'asphyxie) en s'entassant à trois ou quatre sur un tas de planches ou de tôles, sur un terrain transformé en bourbier à la première pluie. Mais nous ne saurions admettre les foyers-prisons. Tous les travailleurs ont droit à un logement décent, dans de bonnes conditions d'hygiène et où ils soient libres de vivre à leur guise. C'est ce que le capitalisme leur refuse. C'est ce qu'ils acquerront par la lutte pour la défense de leurs revendications immédiates et par leur lutte pour le socialisme où les travailleurs dirigeront tout, comme en Chine ou en Albanie, où ils jouiront enfin de toutes les richesses qu'ils produisent.

Correspondant.

MARSEILLE :

ENCORE DE NOUVELLES MENACES D'EXPULSIONS

Dans la région marseillaise, deux immigrés sont menacés d'expulsion. Quels sont leurs crimes ?

— L'une, Nicole Solimine, ouvrière italienne, a participé activement à la lutte de classe au sein de son entreprise (Biscotte Prior).

— L'autre, Mohamed Larribi, étudiant algérien, est un militant actif pour le soutien au peuple palestinien.

Deux choses qui, selon le pouvoir au service des monopoles, sont deux crimes contre « l'ordre public », ou plutôt son ordre à lui, qui n'est que la liberté pour les uns d'accumuler des profits sur le dos des autres.

Un meeting de solidarité avec les travailleurs immigrés et contre l'expulsion de ces deux camarades a eu lieu à Marseille le 30 novembre, au cours duquel, au nom de *l'Humanité Rouge*, un camarade a prononcé une intervention appelant à développer le combat des travailleurs, unis à la base et dans l'action, classe contre classe.

VENGEANCE POUR NOS FRÈRES ASSASSINÉS !

Lundi dernier, 22 novembre, les ouvriers du chantier Bouyghes à Belleville ont trouvé, dans la cave où ils déposent leurs outils, le corps d'un travailleur algérien pendu par un câble électrique. Son visage et sa nuque portaient des plaies et de nombreuses traces de coups.

Dès son arrivée sur les lieux, la police a interdit aux ouvriers de regarder le corps. Un policier a même fait cette déclaration fasciste : « Cela fera toujours un raton de moins ! »

Depuis, c'est le silence complet sur cette affaire. Pour la police, il s'agit d'un « suicide par strangulation ». Mais les ouvriers du chantier et les travailleurs du quartier doutent fort de cette version.

Nul doute que Ait Abdelmalech Idriss, 28 ans, père de deux enfants, qui travaillait comme éboueur à la préfecture de Paris, n'ait été victime, comme déjà tant de ses frères immigrés, d'un nouveau crime raciste.

Un peu partout en France, et notamment dans la région parisienne, à Lyon, Toulouse, Marseille, on assiste à une recrudescence des provocations et des agressions commises contre des travailleurs immigrés.

« J'arrive au travail à 20 h 30. J'entends des sifflements de pierres tirées d'une Opel grise. J'ai protégé ma tête avec mes mains : une pierre m'a atteint en pleine main, une autre à 2 cm du cœur... Je demande à porter plainte, les policiers ne m'ont pas cru : « Peut-être qu'il a bu un coup de trop ? ». J'ai demandé du feu pour allumer une cigarette. Réponse : « Est-ce que ta paye ne te suffit pas pour acheter une boîte d'allumettes ? »...

Les témoignages de ce genre provenant d'ouvriers immigrés — algériens, tunisiens ou marocains, notamment — se multiplient. Des ouvriers arabes qui se rendent à leur travail en vélo sont pourchassés et renversés par des voitures luxueuses, d'autres sont lapidés, assommés à coups de gourdins. Les bandes fascistes qui commettent ces crimes racistes agissent en toute impunité : les auteurs de la mitrailade de Puteaux au cours de laquelle un ouvrier algérien a été assassiné sont déjà tous relâchés.

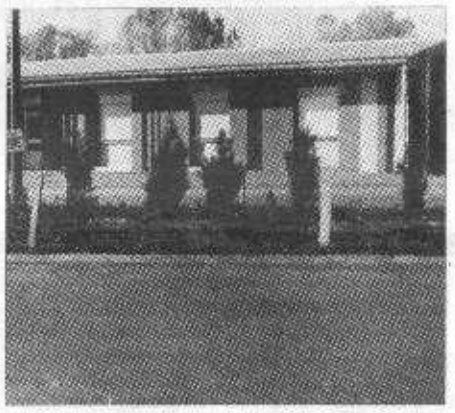
Les brigands capitalistes ont en effet tout intérêt à semer le poison du racisme, de la division, de la suspicion entre les travailleurs. Mais ils se trompent lourdement dans leurs calculs. Chacun sait que c'est eux qui, dans l'ombre, arment le bras des assassins ; et c'est d'une même voix que la classe ouvrière de France — Français et immigrés étroitement unis dans la lutte contre l'exploiteur commun — crie vengeance pour ses frères assassinés.

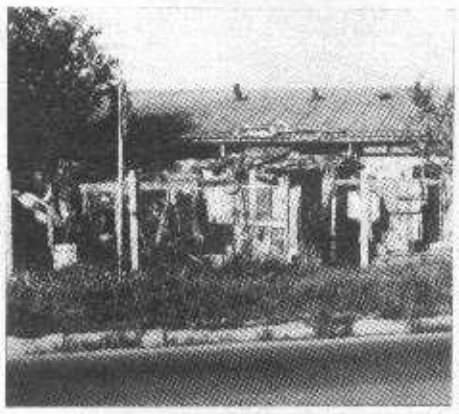
LA RÉSIDENCE DU LAC (TOULOUSE-MIRAIL) :

UN SCANDALE PARMI TANT D'AUTRES

A Toulouse-Mirail, l'entreprise Pin et Massol va construire un immeuble pour riches, la « Résidence du lac ». Mais pour attirer les riches, Pin et Massol ont fait construire à leurs ouvriers cette maison (photo de gauche), réplique exacte des futurs appartements. L'intérieur est extrêmement luxueux et le montage de cette « publicité » a coûté la bagatelle de 15 millions d'A.F. Elle est inoccupée et sera rasée au bulldozer dès la fin des travaux !

Par contre, comme à Toulouse-Bordelongue, la plupart des travailleurs du bâtiment vivent avec leur famille dans des « logements » insalubres (photo de droite).





Voilà bien l'image du capitalisme qui exploite sans vergogne les travailleurs et gaspille le fruit de leur labeur.

Cette pourriture permanente, nous, les travailleurs, nous l'abattrons pour instaurer le socialisme, pour donner les richesses à ceux qui les produisent !

Correspondant H.-R.

ABONNEZ-VOUS AUX REVUES CHINOISES

PEKIN INFORMATION
hebdomadaire
1 an : 14 F - 2 ans : 21 F - 3 ans : 28 F

LITTERATURE CHINOISE
trimestriel
1 an : 4,80 F - 2 ans : 7,20 F
3 ans : 9,60 F

LA CHINE
mensuel
1 an : 10 F - 2 ans : 15 F - 3 ans : 20 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION
mensuel
1 an : 8 F - 2 ans : 12 F - 3 ans : 16 F

AGENCE CHINE NOUVELLE :

LE GOUVERNEMENT INDIEN SE LIVRE A LA SUBVERSION ET A L'AGRESSION CONTRE LE PAKISTAN

en redoublant d'efforts en vue de créer un "BANGLA DESH" (extraits)

... Le 30 novembre, dans son discours au parlement indien, Indira Gandhi en est venue à clamer : « Je sens que dans la situation actuelle, la présence même de l'armée pakistanaise au Bangla-Desh est une menace à notre sécurité » et d'ajouter : « Ce serait une réponse positive de la part du Pakistan... un geste en faveur de la paix, si les forces armées du Pakistan Occidental évacuaient le Bangla-Desh ». A en croire le premier ministre indien, pour le Pakistan, son seul « geste en faveur de la paix » serait de retirer ses troupes du Pakistan Oriental, son territoire, d'abandonner son droit de défendre son territoire et de laisser le gouvernement indien agresser le Pakistan Oriental. De toute évidence, c'est le gouvernement indien qui a jeté d'importantes forces armées dans l'agression au Pakistan. Or, il accuse en revanche le Pakistan de menacer la sécurité de l'Inde, et même lui demande de retirer son armée du Pakistan Oriental. Pure logique de gangster !

En fait, le soi-disant « Bangla-Desh » est purement un sinistre moyen utilisé par le gouvernement indien pour intervenir dans les affaires intérieures du Pakistan, pour diviser et subvertir le Pakistan. Le 26 mars dernier, le président pakistanais Yahya Khan a déclaré que la situation au Pakistan Oriental « a connu un changement très grave », « cette situation était due exclusivement aux éléments sécessionnistes et anti-pakistanais » qui « espéraient détacher complètement le Pakistan Oriental du pays » et qui ont « saboté la solidarité et l'intégrité de ce pays ». Cette question est entièrement une affaire intérieure du Pakistan. Cependant, le gouvernement indien a utilisé des sécessionnistes pakistanais pour échafauder, à la mi-avril dernier, un soi-disant « gouvernement provisoire du Bangla-Desh » qui est en fait établi sur le territoire indien. Le gouvernement indien a organisé, dans un village reculé est-pakistanais, près de la frontière indienne, la « cérémonie d'indépendance du « Bangla-Desh ». Une agence d'information occidental a rapporté que « les autorités indiennes jouaient un rôle principal dans la mise en scène de cette farce ». En fait, les membres de ce « gouvernement du Bangla-Desh » mènent leurs activités à Calcutta, à New-Delhi, et dans d'autres endroits en Inde. Ce « Bangla-Desh » sur le territoire indien est condamné par le peuple pakistanais et n'est reconnu par aucun pays du monde. En même temps, le gouvernement indien a empêché de regagner leurs foyers les réfugiés du Pakistan Oriental entrés en Inde depuis le mois de mars dernier, en vue de continuer à s'immiscer dans les affaires intérieures pakistanaises et à se livrer à des activités de subversion contre le Pakistan en exploitant le problème des réfugiés du Pakistan Oriental.

Le peuple chinois est très familier avec ces tactiques insidieuses utilisées par le gouvernement indien dans la création d'un « Bangla-Desh » et l'exploitation de la question des réfugiés est-pakistanais pour intervenir dans les affaires intérieures du Pakistan. C'est précisément le gouvernement indien qui a fomenté une rebellion au Tibet de la Chine, et après que cette rébellion eut été écrasée, il a utilisé le Dalaï, chef de file des bandits traîtres, pour forcer par la menace des dizaines de milliers d'habitants chinois à se rendre en Inde, créer la soi-disant question des « réfugiés tibétains » et s'est opposé frénétiquement à la Chine. Cependant, avec ces manœuvres insidieuses, le gouvernement indien, au lieu d'obtenir des avantages, a été condamné par la juste opinion publique mondiale, écrivant une vilaine page dans l'histoire. On peut prévoir que le gouvernement indien qui trame le même complot contre le Pakistan finira mal.

CAMBODGE :

nouvelle victoire L'OPERATION "TCHENLA 2" MISE DEFINITIVEMENT EN ECHEC

Le 20 août 1971, le gouvernement fantoche Lon Nol - Sirik Matak, sous le commandement de l'impérialisme américain, lançait une opération de ratissage de grande envergure, baptisée Tchenla 2, pour dégager la route N° 6 au nord de Phnom-Penh. Il mobilisait pour celle-ci les forces jusqu'ici les plus importantes dans de telles opérations : 15 brigades avec plus de 70 bataillons d'infanterie ainsi que des pièces d'artillerie, des blindés, des bâtiments de guerre remontant les rivières Chinit et Sen. Les impérialistes U.S. et les forces fantoches de Saïgon ont pris une part active à cette opération avec leurs avions de tous types, y compris des bombardiers B 52. Cette opération constituait, selon Nixon lui-même, « le meilleur modèle de la réalisation de la doctrine Nixon ».

Mais cette opération avait à peine débuté que les forces qui y étaient engagées étaient assaillies sans répit et subissaient de lourdes pertes de la part des F.A.P.L. en coordination étroite avec la population.

— Du 20 août au 25 octobre, les F.A.P.L. mettaient hors de combat près de 5 000 soldats fantoches et les isolaient sur place et par groupe sur la route N° 6.

— Du 26 octobre au 13 novembre, une série de postes et de positions importantes des fantoches étaient anéantis, faisant plus de 4 000 tués ou gravement blessés. En particulier, la base de Rumluong était anéantie avec la totalité de la 46e brigade. De nombreux autres fantoches étaient faits prisonniers (voir H.-R. n° 124).

— Du 26 octobre au 23 novembre, les F.A.P.L. ont battu à plate couture les troupes fantoches sur une étendue de 70 km sur la route N° 6, anéantissant également des garnisons et les renforts, forçant les troupes ennemies à se replier sur Phnom-Penh, tandis qu'un certain nombre de soldats et d'officiers de l'armée fantoche les rejoignaient pour se ranger à leur côté.

Dans la même période, les F.A.P.L. remportaient de brillantes victoires sur les routes Nos 2, 3, 4 et 5 et dans les propres fiefs de l'armée Lon Nol - Sirik Matak comme Tuol Leap, Bat Deng, Kambaul, Pochentong, et que Phnom-Penh était assiégé de tous côtés.

Mais, devant la défaite ruminante de l'opération Tchenla 2 et la forte pression des F.A.P.L. sur les régions environnantes de la capitale où des unités entières étaient mises hors de combat et la « ligne de défense » fortement menacée, les impérialistes américains et leurs valets de Saïgon après la visite du général Sutsakhan, chef adjoint de l'état-major des traîtres de Phnom-Penh, à Saïgon pour y demander secours, lancèrent le 22 octobre une nouvelle opération d'agression d'envergure contre le Cambodge : une dizaine de bataillons saïgonnais appuyés par d'importantes forces aériennes et l'artillerie lourde — un grand nombre d'hélicoptères et d'avions de combat U.S. participaient également à cette opération.

Cependant, malgré cette nouvelle agression saïgonnaise et le renforcement des bombardements U.S., les F.A.P.L. passées à l'offensive le 1er décembre se sont emparées le 2 des localités de Baray et Kompong-Thmar, à environ 125 km de Phnom-Penh sur la route N° 6. 4 000 fantoches ont été contraints d'abandonner leurs positions, certaines unités se sont repliées au sud, d'autres au nord, coupant ainsi l'armée fantoche en deux, et en isolant une partie : les éléments repliés au nord.

Et le vendredi 3 décembre, la clique Lon Nol - Sirik Matak se voyait contrainte après avoir parlé de « repli stratégique » de mettre fin officiellement à l'opération Tchenla 2.

Déjà, la nouvelle agression saïgonnaise — nouvelle mise en application de la « doctrine Nixon » — a échoué dans l'un de ses buts, renforcer l'opération Tchenla 2, et s'engage elle aussi dans un nouvel échec que même son quartier général prévoit, puisqu'en même temps que lui, il installe tout un équipement hospitalier à Tay Ninh (Sud-Vietnam) d'où partira la direction des opérations.

« Provocation de troubles, échec. Nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine ». Voilà ce qui attend les fantoches cambodgiens, leurs maîtres américains et leurs « sous-maîtres » saïgonnais car la victoire finale des peuples indochinois se rapproche de jour en jour.

CHILI :

Les agents de l'impérialisme yankee dressent la tête

Depuis un certain temps déjà, les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie chilienne possédant également leurs radios, leurs journaux, etc., soutenus ouvertement et agissant sous les ordres de l'impérialisme yankee dont les intérêts au Chili se trouvent menacés, mènent des activités subversives, ont créé des bandes armées en particulier dans les campagnes. Quinze cents agents de la C.I.A. sillonnent le pays.

Récemment, ils ont franchi un nouveau pas. Le 1er décembre, les partis démocrate-chrétien et soi-disant national, en fait au service de l'impérialisme, ont organisé une manifestation autorisée de prétendues femmes, en fait de « dames de la haute société » encadrées par des bandes armées qui ont attaqué un certain nombre de locaux et blessé de nombreuses personnes. Le lendemain, le même scénario s'est reproduit. Des bandes fascistes armées occupent impunément l'Université du Chili sous l'œil bienveillant du recteur. Les journaux et radios « légaux », à la botte des intérêts yankees, diffusent fausse nouvelle sur fausse nouvelle.

Ajoutons qu'un proche collaborateur de Nixon a cru bon de déclarer que le gouvernement chilien n'en avait plus que pour quelques mois.

Ce sont là des signes qui ne peuvent que nous inquiéter quant au sort du peuple chilien et à l'indépendance de son pays. L'impérialisme yankee et ses agents au Chili ne reculeront devant rien pour assurer leurs intérêts menacés et surtout pas devant la légalité à laquelle se cramponne le gouvernement Allende qui, au nom de cette légalité, freine l'élan révolutionnaire des masses, s'oppose à l'occupation par les paysans pauvres des terres des grands propriétaires terriens. La réaction, quant à elle, n'a que faire de cette légalité et ne cherche qu'à gagner du temps en liant les mains du gouvernement Allende.

L'expérience historique, les échecs et les succès des peuples nous font penser que d'ores et déjà seul l'armement des masses populaires du Chili, organisées sous la direction du Parti Communiste Marxiste-Léniniste du Chili, serait capable de sauvegarder l'indépendance du Chili et d'assurer l'avenir révolutionnaire de son peuple.

Le gouvernement Allende qui refuse d'armer le peuple portera de lourdes responsabilités.

Lycéens :

Tous unis pour exiger l'abrogation de la circulaire Guichard !

La circulaire Guichard, qu'est-ce que c'est ?

C'est une note confidentielle que le ministre de l'Education Nationale a envoyé à tous les chefs d'établissements, lors de la rentrée scolaire.

Elle ordonne :

— La suppression de toute liberté d'affichage, d'expression et de réunion dans les lycées ;

— D'exclure tout élève gréviste, de faire appel aux forces de l'ordre pour évacuer le lycée, et sa fermeture en cas d'extension du mouvement ;

— De n'accepter la réintégration d'un lycéen qu'après son engagement écrit d'assister à tous les cours et de renoncer à toute action politique.

La hache s'abat également sur les professeurs qui sont menacés de représailles s'ils refusent de dénoncer l'absence des élèves grévistes.

Il s'agit donc de reprendre d'un seul coup tout ce qui restait des libertés arrachées en Mai 1968 dans les lycées.

La mise en application ne s'est pas fait attendre : trois lycéens de Montaigne, un de Janson-de-Sailly à Paris, un lycéen de Thiers à Marseille, ont été exclus de leurs lycées pour « avoir tenu une réunion sans autorisation ».

Mais l'administration répressive a la mémoire courte. Elle aurait pu se souvenir de la récente affaire Guiot qui vit se développer, tous unis dans l'action, un magnifique mouvement de lutte solidaire de la part des lycéens.

Aussi la réplique n'a pas tardé. Le mouvement de grève s'est répandu comme une traînée de poudre à travers la France entière. Actuellement, d'innombrables établissements sont paralysés par la grève qui touche également des lycées techniques, C.E.G. et C.E.S. Les manifestations se multiplient :

7 000 manifestants à Paris, 3 000 à Marseille sont descendus dans la rue pour exiger l'abrogation immédiate de cette circulaire scélérate, affrontant, comme à Marseille, de sauvages charges policières et les incitations bêlantes à la reprise « dans l'ordre et le calme » des roquets de l'UNCAL. Leurs maîtres à penser du P. « C. » F. ne viennent-ils pas de condamner sans appel le puissant mouvement lycéen qui se développe en écrivant dans « la Marseillaise » :

« Les lycéens réfléchiront. Ils déjoueront le piège. Il n'est jamais déshonorant de savoir mettre fin à un mouvement mal engagé avant qu'il ne conduise à l'impasse des plus noires défaites... lorsqu'une forme d'action s'avère dangereuse et erronée, il faut savoir se replier et poursuivre l'action sous d'autres formes ». Et de préciser avec cynisme que ces écœurants conseils de baisser les bras ne s'adressent « pas seulement aux lycéens mais à tous les travailleurs ! ». C'est toujours la même chanson : « Laissez-vous tondre sans broncher et nous vous garantissons qu'il n'y aura ni troubles, ni violences » !

Mais les lycéens, comme les travailleurs, en ont assez de ces briseurs de lutte. Leur mouvement se développe impétueusement, assuré de la solidarité active de nombreux professeurs qu'écœure l'inertie de leurs propres syndicats d'enseignants et de celle de tous les travailleurs.

Réintégration sans conditions des camarades exclus !

Abrogation immédiate de la circulaire Guichard !

Correspondants H.-R.

Etablissements Mammouth (Toulouse) :

VICTOIRE MALGRÉ LES BRISEURS DE GRÈVE C.G.T., F.O.

Fin octobre, les travailleurs anciens et titulaires de Mammouth se mettaient en grève sur les revendications suivantes :

— Augmentation du salaire ;
— Augmentation de la prime d'ancienneté ;
— 13e mois.

La situation des travailleurs...

Elle se caractérise par la faiblesse des salaires, et un temps de travail interminable.

— Une partie du personnel est payée *en dessous du S.M.I.C.*

— Une employée au restaurant fait 54 heures de travail hebdomadaire et touche par mois 790 F auxquels il faut ajouter 95 F de nourriture pour le mois.

... et des cadres

Par contre, certains chefs perçoivent 3 000 F mensuels. L'exploitation des travailleurs leur profite aussi et ils ont tout intérêt à ce qu'elle se perpétue. Aussi il n'est pas étonnant qu'ils aient joué les briseurs de grève en remplaçant les grévistes à leur travail.

La lutte

La grève a été lancée par les syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.O.

Une fois la lutte engagée, la C.G.T. et F.O. main dans la main manœuvraient à leur manière, *en signant par-derrière, à l'insu des travailleurs un accord avec la direction, puis appelaient à la reprise du travail sans consulter les grévistes.*

Non contente de cela, la C.G.T. jouait ensuite l'hypocrite, soit en se dérobant aux questions des travailleurs, soit en niant sa participation à l'accord avec la direction.

Malgré les briseurs de grève, les travailleurs ont obtenu :

— L'augmentation de la prime d'ancienneté ;
— Une augmentation salariale mensuelle de 20 F.

Si cela n'est pas négligeable, c'est néanmoins bien en deçà de ce qu'ont obtenu les travailleurs de Suma à Bordeaux (voir les derniers numéros d'*H.R.*). Gageons que les travailleurs de Mammouth n'en resteront pas là.

Mais ce qui est plus particulièrement positif si l'on peut dire, c'est que bon nombre de travailleurs ont pu voir à l'œuvre les briseurs de grève de la direction locale de la C.G.T. qui, il faut bien le dire, sont au même titre que les chefs et F.O., des valets du patron.

Nous devons souligner l'esprit de lutte des travailleurs de la C.F.D.T. qui ont conduit la grève jusqu'au bout et qui n'ont pas hésité à démasquer avec la violence qui s'impose la trahison des bonzes C.G.T.

Rappelons à ce propos la position de l'*Humanité Rouge* qui ne soutient pas plus la C.F.D.T. que la C.G.T., mais qui soutient tous les travailleurs qui luttent réellement contre le capital.

Seule la lutte classe ouvrière contre capital peut faire triompher les revendications.

Seule elle peut forger l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière.

A bas les briseurs de grève !

Vive le socialisme !

Correspondant *H.R.*

Mutuelle Générale de la Haute-Garonne :

LA C. G. T. PATRON DE CHOC !

La Mutuelle générale de la Haute-Garonne est patronée par la C.G.T. Quatre employés la font fonctionner. Cette Mutuelle accorde certains avantages aux travailleurs. Mais si la C.G.T. la gère bien, *elle se prend pour un patron vis-à-vis des employées.* Voici les faits :

A une réunion d'un groupement de Mutuelles, on compara les avantages que chaque Mutuelle accordait à ses employés.

La Mutuelle des travailleurs était très en retrait sur ce point-là.

Des conventions collectives pour les Mutuelles existent depuis 1954. Cette Mutuelle créée en 1962 n'appliquait pas encore ces conventions en 1971 !

Pour une aide-comptable, cela revenait à ne toucher que 76 000 A.F par mois de salaire brut pour 40 heures de travail, alors que dans les autres Mutuelles un salaire était de 104 000 A.F dans les mêmes conditions !

Les employées de cette Mutuelle touchaient, tout de même, une prime de transport de 6 000 A.F (non obligatoire) !

Devant ce retard si criant, étalé aux yeux de tous, la C.G.T. ne put qu'appliquer les conventions collectives... *supprime la prime de transport*, avantage acquis pour les employées ! Dans d'autres Mutuelles, cette prime était non seulement accordée, mais supérieure à celle autorisée par l'Union de Recouvrement.

Voilà la C.G.T. jouant le rôle de patron, et de patron de choc ! Elle exploite honteusement ses employées en comptant sur leur manque d'information, mais ajoutons que le délégué C.G.T. des Mutuelles n'informait *jamais* les employées de leurs droits !

Voici un visage moins connu de la C.G.T., mais les travailleurs ne seront pas surpris, c'est toujours la même ligne de trahison des intérêts des travailleurs !

Une nouvelle trahison pour les employées des Mutuelles : dans la plupart des Mutuelles, les employés touchaient une prime de vacances *égale pour tous.*

Pour inscrire cette prime aux conventions collectives, les directions syndicales, donc celle de la C.G.T., viennent de faire des propositions : la prime des vacances serait pour 1972 égale à 25 % du salaire, pour 1973, à 50 % du salaire !

Pour une aide-comptable, cela fait :
107 000 A.F : 2 = 53 500 A.F.
Pour les directeurs :
500 000 A.F : 2 = 250 000 A.F.

Dénonçons les traîtres à la classe ouvrière qui favorisent les hauts salaires.

Luttons classe contre classe !

Correspondant H.R.

Marseille (réparation navale) :

JUSTICE BOURGEOISE : crime du capital . . . patron acquitté !

Il y a un peu plus d'un an, le 25 septembre 1970, un jeune ouvrier de la Société Provençale des Ateliers Terrin (S.P.A.T.) : Bernard Disloquer, 26 ans, marié depuis un mois seulement, était tué à bord du pétrolier « Concorde », à la suite d'une explosion due aux gaz de pétrole.

Le responsable était connu de tous : Terrin, patron de combat réputé, à la tête de la plus grosse boîte de réparations navales, président du « grand Delta » (cette association patronale liée au complexe de Fos et dont on fait grand tapage actuellement)..., membre du Comité de patronage du Secours populaire (d'où peut-être l'une des raisons de la timidité des attaques contre lui de la part des dirigeants révisionnistes !).

Terrin est un habitué : déjà en 66, un autre pétrolier, mal dégazé, en réparation à la S.P.A.T., l' « Olympic Honnour », avait sauté.

Le procès vient d'avoir lieu. Le ministère public lui-même reconnaissait la culpabilité de Terrin. Et bien, le 3 novembre, Terrin a été acquitté. Avec les honneurs encore, puisque avec les excuses du tribunal pour avoir osé traîner ce Monsieur devant les tribunaux. Son audition a d'ailleurs beaucoup plus ressemblé à une conférence de presse.

Au moins voilà un jugement qui est franc ! Rarement la justice bourgeoise n'avait aussi clairement montré qu'elle était une justice de classe : elle ne peut condamner l'un de ses propres enfants !

Mais il n'en reste pas moins que pour les travailleurs c'est un crime de plus à mettre dans le dossier des patrons de la réparation navale dont la fortune s'est faite sur les souffrances des travailleurs marseillais.

Le jour venu, ils sauront s'en souvenir. Disloquer et toutes les victimes du capital seront vengés !

Correspondant.

deux poids, deux mesures

(Lettre d'un lecteur)

Lecteur de votre journal et sachant quel prix vous accordez à la justice et à l'objectivité, je me permets de vous envoyer ce compte rendu d'audience, preuve d'une justice de classe. Vous pouvez à peu de frais empoisonner, tuer, blesser gravement vos concitoyens, mais surtout ne collez pas d'affiches.

Le 5 novembre 1971, le tribunal de police de Villejuif (94) condamnait à 2 700 F d'amende M. Rosec Robert, 64 rue Paul-Hochart à Chevilly-Larue (94), Président de l'Amicale des locataires des Sorbiers, La Saussaie, pour affichage interdit. 18 affiches qui invitaient les locataires à une assemblée générale. Ordre du jour : Réparations non effectuées dans les logements, espaces verts mal entretenus malgré les lourdes charges payées par les locataires et augmentation des loyers ; autant de problèmes déplaisants pour la caisse des dépôts, propriétaire des dites cités.

A la même audience ont été condamnés :

1° A 90 F d'amende un boucher-chevalin parce qu'il se servait d'un attendrisseur sans que le client le lui demande et qu'il ne mettait pas cet appareil en évidence. De tels faits ont déjà provoqué de graves intoxications, lui a fait remarquer le Juge.

2° Un P.D.G. de société de construction a 1 200 F. Douze infractions à la législation sur la sécurité du travail ; les faits reprochés pouvant tuer ou entraîner des incapacités à vie pour les travailleurs de l'entreprise (dixit le Juge).

Voilà comment passe la justice selon que vous soyez riche ou pauvre, défenseur de causes justes ou Rives-Henrys-de-Lavaysse.

AFFICHEZ H. R.

Le P. C. F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (6)

1925 - 1926

Contre la sale guerre du Rif (2)

Le 4 février 1925, à la Chambre des Députés, par la voix de Doriot, le P.C.F. lance une attaque d'une rare violence contre la mainmise des grandes banques sur le Maroc, contre les méthodes criminelles de l'administration coloniale, contre les exactions des généraux. Ce discours ne sera pas publié en entier au Journal Officiel, sur décision du président de séance, Edouard Herriot. Mais le lendemain « *L'Humanité* » présente les passages censurés. Sur l'ordre d'Abd el Krim, il est traduit en arabe et largement diffusé parmi les tributs rifaines. En voici de courts extraits : « *Mon Parti est pour l'évacuation militaire du Maroc. Sa formule est « le Maroc aux Marocains ». Il se félicite lorsque les indigènes se débarassent de la tutelle des banques françaises... La paix sera toujours troublée tant que nous aurons là-bas des généraux trublions.*

C'est par milliers que les soldats français et indigènes tombent par la folie des généraux ! »

UN APPEL ET UNE BATAILLE HISTORIQUES DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

Le 14 mai 1925, fut constitué un Comité d'Action contre la guerre au Maroc, présidé par Maurice Thorez, groupant le Parti, les jeunesses communistes, la C.G.T.U., l'A.R.A.C., les Comités d'Unité Prolétarienne et le groupe des intellectuels de Clarté. Le même jour, le Comité Central du Parti lance l'appel suivant :

« *Aujourd'hui, l'inévitable est arrivé. La guerre est commencée. Alors que le gouvernement ne trouve pas un sou pour les réformes sociales et qu'il est à la veille de la faillite, il recommence une guerre longue et coûteuse. Les soldats français, toujours plus nombreux, venant d'Algérie, de France, des autres colonies d'Afrique, se dirigent vers le charnier marocain. Ce que veut l'impérialisme français, seul responsable de la guerre, c'est abattre la vaillante république rifaine. Pourquoi ? Pour satisfaire les appétits insatiables des grandes banques et les ambitions des militaires...*

» *Ouvriers, paysans de France et des colonies ! Le Parti communiste qui fut seul à dénoncer systématiquement les dangers de la guerre du Maroc, vous appelle à la lutte de toutes vos forces pour empêcher ce nouveau carnage.*

» *Ouvriers socialistes !*

» *N'oubliez pas que vos chefs, reniant la glorieuse tradition de Jaurès, qui dénonça toujours le « GUEPIER MAROCAIN », n'ont pas osé voter contre les crédits de la guerre du Maroc...*

» *Camarades !*

» *Soutenez et propagez partout les mots d'ordre du Parti communiste :*

» *Paix immédiate avec le Rif.*

» *Fraternisation des soldats français et rifains.*

» *Reconnaissance de la République Rifaine.*

» *Evacuation immédiate du Maroc.*

» *Vive l'indépendance des peuples coloniaux !*

» *A bas la guerre du Maroc !* »

Certes, aujourd'hui, les enseignements de l'Histoire aidant, on peut contester certain trait idéologique ou certaine référence de ce texte, comme par exemple l'argument de type pacifiste ou l'évocation des positions de Jaurès. Une position de principe reste néanmoins principale et fondamentale dans la ligne alors mise en application par le Parti communiste (S.F.I.C.) : il lutte sans ambiguïté pour L'INDEPENDANCE DES PEUPLES COLONIAUX et, comme nous allons le souligner, pas seulement avec des discours au Parlement, mais surtout avec des actes, DANS LA RUE, DANS LES USINES, DANS L'ARMEE.

Les crimes ignobles des impérialistes espagnols : les réguliers du fasciste Primo de Rivera décapitaient les valeureux rifains et se faisaient photographier en brandissant leurs têtes.

Dans les rues, en effet, où défilent en manifestant avec vigueur les auditoires de quarante meetings organisés dans les plus grandes villes de France, une fois terminés les discours contre la sale agression colonialiste et pour l'indépendance nationale des patriotes rifains et de toutes les colonies. Dans les rues et en montant à Paris commémorer la Commune au Mur des Fédérés, par dizaines de milliers, travailleurs immigrés et français au coude à coude, le 24 mai 1925. Dans les rues, malgré la police envoyée par le gouvernement, le 31 mai à Roubaix, etc.

Dans les usines également, où, préparée par une agitation et une propagande soutenues, contre un courant opportuniste développé par les sociaux-démocrates et la bourgeoisie, malgré les arrestations arbitraires des distributeurs de tracts, malgré les saisies des éditions spéciales de *l'Humanité* et de *la Vie Ouvrière* (organe de la C.G.T.U.), finit par triompher la GREVE POLITIQUE du 12 octobre 1925, à laquelle participent 900 000 travailleurs. A cette occasion, la police aux ordres du gouvernement socialo-radical et les milices au service du patronat tirent plusieurs coups de feu sur des ouvriers, dans le Nord et à Suresnes où le jeune communiste André Sabatier est mortellement atteint à l'âge de vingt-cinq ans. Cent mille travailleurs feront de ses obsèques une nouvelle et puissante manifestation.

Dans l'armée enfin, où la Fédération des Jeunesses Communistes diffuse des dizaines de milliers de tracts en arabe et en français, organise un vaste travail d'agitation parmi les jeunes soldats à l'aide des feuilles semi-clandestines intitulées *Le conscrit* et *La caserne*.

Mais ces actions exemplaires, depuis lors d'une portée historique reniée dans la pratique par les dirigeant révisionnistes du P.« C. »F., dépassent les limites de la « *métropole* ». En Algérie, au mois de mai 1925, *La lutte sociale* s'adresse aux populations autochtones : « *Depuis que la France s'est emparée de votre pays en 1830, écrit-t-elle, vous avez vu croître sans cesse votre misère et votre infortune... Vous n'avez devant vous qu'une porte de salut, c'est votre affiliation au Parti communiste. Engagez-vous donc sous la bannière rouge qui conduit à la délivrance de tous les peuples opprimés et les classes lésées dans leurs droits.* »

Les faux communistes de Sidi-bel-Abbès n'avaient pu empêcher quelques militants, fort peu nombreux il est vrai, de défendre, même en Algérie, les justes positions de l'Internationale contenues dans les 21 Conditions. Déjà en 1921, venant d'Oran, le jeune étudiant en médecine Camille Larribère avait représenté ses camarades au 2e Congrès du Parti réuni à Paris. Puis, après avoir aidé Ho Chi minh à l'expédition du *Paria* jusqu'en 1924, il fut mobilisé. Au cours de la guerre sur le front marocain, en 1925 (ou 1926), il fut cassé de son grade de lieutenant de tirailleurs algériens pour avoir appelé ses soldats d'origine musulmane à fraterniser avec leurs frères colonisés, les patriotes rifains.

A la même époque, Staline déclarait : « *Les pays coloniaux constituent l'arrière principal de l'impérialisme. Conditionner révolutionnairement cet arrière doit inévitablement miner l'impérialisme, non seulement dans le sens où il sera privé de ses arrières, mais aussi dans le sens où la révolution de l'Orient doit inévitablement jouer un rôle décisif dans l'intensification de la crise révolutionnaire en Occident.* »

Un peu plus tard, en 1926, le Comité exécutif de l'Internationale souligna dans une résolution le caractère positif de l'action menée par sa section française :

« *La belle et courageuse campagne du Parti et de la C.G.T.U. contre les guerres du Maroc et de Syrie ont ressuscité les meilleures traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française.* »

Nous pouvons ajouter aujourd'hui, alors que le Parti communiste français va avoir cinquante et un ans d'existence, que ces luttes, conduites de 1924 à 1926 représentent, avec les combats de la Résistance à l'occupation nazie, ses heures de gloire les plus pures au regard de l'idéologie et de la politique révolutionnaires prolétariennes.

(*A suivre.*)

Note : Pour les lecteurs qui n'auraient pas lu les précédentes pages de cette étude, commencée avec le n° 121 le 4 novembre dernier, nous signalons que la relation de l'activité du traître et fasciste Doriot a fait l'objet d'une mise au point dans le n° 124 du 25 novembre - 3e colonne. Nous disposons encore d'exemplaires des numéros 121 et suivants que nous pouvons adresser sur demande, accompagnée du règlement au tarif habituel.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

DE WENDEL :

Un empire bâti sur la misère de la classe ouvrière

Ces derniers temps, on a beaucoup entendu prononcer le nom de De Wendel. Le 27 octobre, en effet, lors d'une réunion du comité central d'entreprise, Dherse, le président du directoire De Wendel-Sidelor, annonçait la suppression dans les mois à venir de 12 350 emplois. Une fois de plus, le capital, dans sa course effrénée au profit maximum, n'hésite pas à jeter à la rue des milliers de travailleurs. « *Comment vivre ?* », telle est la question que l'on se pose aujourd'hui dans des milliers de familles d'ouvriers lorrains et en même temps une profonde colère se développe contre ceux qui se sont enrichis de la sueur et du sang de nombreuses générations ouvrières, qui ont fait de la Lorraine leur propriété, y interdisant l'installation de nouvelles usines afin de payer leurs ouvriers aux plus bas salaires.

HISTOIRE D'UNE FAMILLE D'EXPLOITEURS

C'est en 1704 que commence l'histoire. Cette année-là, Jean-Martin Wendel achète les forges d'Hayange, son fils achètera les mines de fer de Briey. Puis les forges du Creusot rentrent dans la famille. En 1789, les De Wendel se mettent au service de l'Autriche. Leurs biens sont confisqués et vendus. Napoléon Ier leur fera retrouver leur fortune. Avec la guerre de 1870, la Lorraine devenant allemande, une partie de la famille le devient aussi, l'autre restant française. En 1890, De Wendel supprime le salaire de ses ouvriers et les met au régime de la « soupe populaire ».

Les enfants qu'exploitent les De Wendel sont d'un bon rapport. En 1914, avec la guerre, les affaires de la famille vont bon train.

En 1941, les De Wendel vendent leurs usines à la « Hermann Goering Wenker ». Puis ils les récupèrent, et leur course au profit reprend de plus belle.

DE WENDEL AUJOURD'HUI

Le groupe Wendel-Sidelor se compose des sociétés suivantes : Wendel-Sidelor, Forges et Aciéries de Dilling (Sarre), Sacilor, Sollac, Solmer. A cela, il faut ajouter des mines de fer.

60 000 travailleurs sont exploités par De Wendel.

La production d'acier s'élève à 10,2 millions de tonnes.

Le chiffre d'affaires de Wendel-Sidelor uniquement atteint 5,9 milliards.

En un an, les profits ont augmenté de 78 %. Pour cela, l'Etat des monopoles n'a pas ménagé son aide. Des milliards de subventions, pour les unes connues, pour les autres secrètes, ont été versées. L'Etat assure les tarifs les plus bas pour le transport des marchandises de De Wendel et a entrepris des travaux (canalisation de la Moselle par exemple) dans le seul intérêt de ce monopole.

LA LOI DU CAPITAL

Depuis plusieurs années, le processus de concentration s'accélère dans la sidérurgie. La conséquence en est bien sûr la suppression continue d'emplois. C'est ainsi qu'en cinq ans, 11 400 emplois ont été supprimés et les profits n'ont jamais été aussi élevés.

Le processus va en s'accélérant car la crise du capitalisme allant en s'aggravant, la concurrence dans la sidérurgie se fait de plus en plus dure. Et dans cette bataille de requins, De Wendel est relativement mal placé. C'est ainsi qu'alors que De Wendel fait produire à ses ouvriers 1 tonne d'acier en douze heures, il en font 7 en Allemagne et 6 au Japon. Bien entendu, ces différences ne provienent pas, loin de là, d'une exploitation moins grande des ouvriers de De Wendel, mais du fait du retard de De Wendel dans la mécanisation de la production. Pour De Wendel, la solution est donc d'accroître encore l'exploitation des ouvriers, leur faire produire plus en moins de temps, mécaniser la production afin de réduire le nombre d'ouvriers. Jeter des ouvriers à la rue, c'est, du point de vue de De Wendel, une heureuse chose. «*Grâce à la fusion et aux concentrtaions de production sur les installations les plus rentables, ces effectifs sont appelés à diminuer* », a-t-il pu dire.

Quant aux ouvriers sans travail, De Wendel a vite réglé leur sort : « *La pré-retraite règle un certain nombre de cas. Puis nous avons un va et vient assez important de personnel en raison de la présence de 25 à 30 % d'ouvriers étrangers, main-d'œuvre mobile par excellence.* »

Ainsi les ouvriers n'ont, pour les plus âgés, qu'à attendre la mort avec des retraites de crève-la-faim ; pour les autres, qu'à déménager ; quant aux immigrés, maintenant que De wendel les a exploités jusqu'à la mœlle, ils sont le dernier de nos soucis.

En régime capitaliste, la mécanisation du travail, loin d'être conçue pour soulager le travailleur, n'est qu'un moyen pour l'exploiter plus, pour accumuler de nouveaux profits, pour faire baisser les salaires. Déjà, dans « *Le Capital* », Karl Marx déclarait :

« *A part les époques de prospérité, la lutte la plus acharnée s'engage entre les capitalistes pour leur place au marché et leurs profits personnels, qui sont en raison directe du bas prix de leurs produits. C'est donc à qui exploitera les machines les plus perfectionnées pour supplanter l'ouvrier, et les méthodes de production les plus savantes. Mais cela même ne suffit pas, et il arrive toujours un moment où ils s'efforcent d'abaisser le prix des marchandises en déprimant le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail* ».

Dans ce régime d'exploitation de l'homme par l'homme, l'ouvrier n'est bon qu'à enrichir une poignée d'individus du genre De Wendel et quand ils n'ont plus besoin de lui, il le jette à la rue.

Et ce ne sont pas, comme le prêchent les dirigeants révisionnistes, de simples nationalisations qui permettront de mettre à jamais fin à cela. L'Etat est au service des De Wendel et Cie. Seule la révolution prolétarienne, en détruisant cet Etat, en expropriant les capitalistes, en instaurant la dictature du prolétariat, liquidera à jamais la domination des De Wendel et Cie.

Le démantèlement de l'O. R. T. F. au profit des grands monopoles

Le « Journal Officiel » du 28 octobre dernier a publié un décret pris par la bande Pompidou-Chaban-Giscard et « autorisant l'O.R.T.F. à prendre une participation dans le capital d'une Société ». En clair, cela signifie :

L'O.R.T.F. ETANT DEVENU RENTABLE, LES GRANDS MONOPOLES CAPITALISTES ONT DECIDE, DANS UN PREMIER TEMPS, DE S'APPROPRIER *OUVERTEMENT* LE SECTEUR DE DIFFUSION.

LE GROUPE MONOPOLISTE DE L'ELECTRONIQUE *THOMSON-HOUSTON/HOTCHKISZ-BRANDT* (plus de 100 000 salariés, 770 milliards d'anciens francs avoués comme chiffre d'affaires en 70-71), appuyé à l'occasion par les monopoles internationaux : COLUMBIA BROADCASTING SYSTEM (yankee), IMPERIAL (comme son nom l'indique), CHEMICAL INDUSTRIES (britannique), CIBA-GEIGY (suisse), et en alliance avec le trust n° 1 de l'édition : *HACHETTE*, S'OCTROIE L'EXCLUSIVITE DE LA DIFFUSION DE *TOUS LES PROGRAMMES TELEVISES* PAR LE SYSTEME DES VIDEOCASSETTES.

La Société en question a pour nom : « Vidéogrammes de France ». Son contrôle échappe à l'O.R.T.F. qui y détient *MOINS DE 50 % DES ACTIONS*. Mais, soyez rassurés, elle sera « surveillée » par des experts en la matière :

— pour HACHETTE : le trop connu Lazareff, administrateur ;

— pour l'O.R.T.F. : l'inventeur des « usines », l'organisateur en démantèlement, le fameux Riou...

Mais les grands monopoles ne comptent pas en rester là : c'est SUR L'OFFICE TOUT ENTIER qu'ils veulent mettre la main. Et une semaine seulement après la création de Vidéogrammes de France (où l'on fait jouer à l'Office le rôle de potiche), une nouvelle Société est créée : la « Société d'Etudes de Télévision » (SETEL) où l'on retrouve les mêmes, principalement *le trust Hachette*, plus quelques autres : *La Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Lyonnais, la Société Générale et l'Union des Assurances de Paris*. En un mot : *LE CAPITAL FINANCIER*.

La SETEL compte s'occuper, en plus des vidéocassettes et des télécommunications par satellites, de *LA DISTRIBUTION PAR CABLES* de programmes de télévision. Ce qui touche directement à la production, un studio quelconque pouvant transmettre ses programmes sans intermédiaires.

Cette Société a un capital de lancement de 100 millions d'anciens francs, c'est dire la grande volonté des monopoles et des banques en question de parvenir rapidement à leurs fins. Quant au Président de la SETEL, c'est le sieur Jules Antonini, Directeur de la S.N.C.F. et membre de la sinistre commission Paye...

La création de ces deux sociétés est la concrétisation immédiate des objectifs des grands monopoles capitalistes : faire *ouvertement* et *directement* encore plus de bénéfices sur le dos des travailleurs de l'O.R.T.F., et renforcer leur *domination idéologique* dans le cadre de la fascisation du régime capitaliste.

VIDEOGRAMMES DE FRANCE et la SETEL, concrètement, C'EST LE DEMANTELEMENT DE L'O.R.T.F., ET BIENTOT SANS DOUTE DES P.T.T., AU PROFIT EXCLUSIF DES MONOPOLES.

Pour les travailleurs de l'Office, c'est la perspective des LICENCIEMENTS ou des MUTATIONS arbitraires.

Pour le peuple de France, c'est le renforcement de la DICTATURE IDEOLOGIQUE DE LA BOURGEOISIE (imaginez « Le Figaro », « Paris-Jour » ou « Ici-Paris » non plus sur papier, mais en images !), l'accroissement sans fin de l'IMPOT déguisé qu'est la redevance, la pression directe et permanente des trusts par le développement de la PUBLICITE. C'est aussi, dans le domaine de l'INFORMATION, une télévision totalement muselée, dirigée par des fonctionnaires à la botte de la bourgeoisie fascisante.

Avec tous les autres travailleurs de France, les travailleurs de l'O.R.T.F. prépareront, sous la direction de leur avant-garde marxiste-léniniste, la Révolution prolétarienne qui instaurera la dictature du prolétariat et permettra seule de mettre fin pour toujours à ce honteux régime d'exploitation de l'homme par l'homme.

Les communistes marxistes-léninistes de l'O.R.T.F.

ARDECHE :

UNE SIMPLE HISTOIRE D'ARBRE

Un petit village de la montagne ardéchoise, un millier d'habitants au début du siècle, 150 environ aujourd'hui. La poste à fermé cette année, l'école n'en a plus pour longtemps. La seule usine du village (scierie) qui donnait un salaire de misère à ses ouvriers et ouvrières a fermé en 1967, les ouvriers attendent encore leur salaire des deux derniers mois et les congés payés. Le dépeuplement en a été précipité.

La seule ressource, pour les quelques paysans pauvres qui s'accrochent encore à la montagne, c'est les châtaignes. Et encore, quelle ressource ! en cet automne 1971 où on leur paye 40 centimes le kilo, les châtaignes tourneront autour de 2 F minimum sur les marchés des villes.

On peut donc penser, sans chercher longtemps, qu'un châtaignier ça a de l'importance pour un paysan, d'autant plus qu'il faut environ quinze ans pour qu'un châtaignier atteigne son plein rapport.

Mais les capitalistes dont le seul but est de vider le pays de sa population pour le transformer en zone touristique où l'on conservera simplement quelques « autochtones » pour faire couleur locale, se moquent pas mal des conditions de vie des paysans pauvres.

C'est ainsi qu'un beau matin sont arrivés ces messieurs de l'O.R.T.F. qui voulaient installer un relais de télévision. C'est très important un relais de télévision : ça permet de vendre des postes de télé et de faire passer les mensonges pourris de la bourgeoisie ! Alors, qu'importe les paysans !

L'O.R.T.F. a donc fait signer un « droit de passage » aux paysans. Ils ont signé : un « droit de passage », ça n'engage à rien ! Mais voilà : pour l'O.R.T.F., « droit de passage » cela veut dire tout saccager et couper les arbres !

C'est de cette façon que sont partis quelques-uns des plus beaux châtaigniers de la commune, sans même que les paysans aient le temps de s'en apercevoir. Pour chaque arbre abattu, on leur a donné 40 F... Mais un bon châtaignier peut rapporter bien plus en une seule année ! Un vieux paysan a vu ainsi disparaître 17 de ses arbres. On dit dans le village que, d'émotion, il en est tombé malade. Il est mort cet été : il n'avait pu s'en remettre.

De ce crime, personne n'en a parlé, *ni les journaux à sensation ni même les journaux locaux. Qui peut donc s'intéresser à quelques paysans pauvres dans leur montagne ?*

Voilà donc à quoi le capitalisme condamne les paysans pauvres. Il les tue en tant que paysans, les oblige à quitter leur pays pour aller dans les villes grossir les rangs des chômeurs, des manœuvres, ou des flics pour les moins conscients.

Le socialisme, lui, par la collectivisation de l'agriculture, permettra aux paysans de continuer à vivre à la campagne, d'y travailler la terre, dans des conditions favorables, comme ils le décideront tous ensemble. Il mettra fin à « l'exode rural », redonnera une nouvelle vie à l'agriculture de montagne.

Pour cela, l'union des paysans pauvres et de la classe ouvrière est indispensable sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste.

Correspondant H.R.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Hales - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1971.